29 mai 2007 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur la mise en oeuvre de son projet présidentiel et la nécessité de disposer d'une large majorité présidentielle à l'Assemblée nationale, Le Havre le 29 mai 2007.

C'est à vous tous, Françaises, Français, que je m'adresse ce soir.
C'est la première fois depuis que vous m'avez élu Président de la République. J'ai voulu vous parler directement. J'ai voulu le faire ici, au milieu du peuple français, au Havre, cette ville qui connaît le prix de l'effort et du travail. Cette ville qui s'est relevée, qui s'est reconstruite, par le courage et par l'énergie de ses habitants. Cette ville qui a connu et surmonté toutes les épreuves et qui, avec son maire, mon ami Antoine Rufenacht, a retrouvé sa prospérité, son dynamisme.
Pour ce premier discours, je voulais être parmi les travailleurs, les ouvriers, les marins, je voulais partager avec eux les sentiments et les espoirs qui sont ceux de tous les Français.
Françaises, Français, je voudrais vous dire l'émotion qui a été la mienne d'avoir été choisi pour représenter le plus beau pays du monde et pour parler en son nom à tous les hommes, moi le fils d'un Hongrois et le petit-fils d'un Grec de Salonique, le Français au sang mêlé qui aime la France plus que tout au monde et auquel la France a tout donné.
Au moment de mon investiture, je n'ai pas éprouvé cette joie qu'on éprouve habituellement quand on a le sentiment de réaliser le rêve d'une vie. A cet instant si solennel j'ai d'abord ressenti de la gravité devant l'immensité de la tâche à accomplir. J'ai mesuré la responsabilité si lourde qui m'incombe désormais.
Je n'ai pas vécu cette élection comme une victoire personnelle ni comme la victoire d'un parti ou d'un camp mais comme la victoire de la France qui reprenait confiance en elle-même, qui se remettait à croire à son destin, qui se disait que tout n'était pas fini, comme la victoire d'un peuple qui se lève pour dire que désormais il ne laissera plus personne penser à sa place, choisir à sa place, décider à sa place.
Mais ce fut aussi une victoire de la démocratie. Car avec un taux de participation de presque 85% c'est toute la France qui a voté. Elle l'a fait sans ambiguïté. Elle a choisi le changement. Elle a choisi la rupture avec les comportements, les modes de pensée, les idées du passé. Ce vote du peuple français tout entier, cette participation exceptionnelle expriment une attente et une exigence elles aussi exceptionnelles et que je n'ai pas le droit de décevoir. Ce changement, cette rupture que le peuple a souhaités, que le peuple a voulus, je les accomplirai. Parce que c'est le mandat que j'ai reçu. Parce que la France en a besoin. Parce qu'elle a déjà trop attendu. Parce que dans un monde qui change, l'immobilisme est suicidaire. Parce que dans l'économie de l'innovation et de la connaissance, le conservatisme ne peut avoir d'autre issue que le déclin.
Ce que j'ai dit je le ferai parce que je vous le dois, parce que je le dois à la France.
Je n'ai rien oublié de ces longs mois de campagne où tous les jours je suis allé à votre rencontre pour vous écouter et pour vous parler. Je vous ai dit ce que je souhaitais pour notre pays. Je n'ai pas oublié.
Je vous ai dit que je ne vous trahirais pas, que je ne vous mentirais pas, que je ne vous tromperais pas. Je n'ai pas oublié.
J'ai voulu tout vous dire avant l'élection pour pouvoir tout faire après. Et je ferai tout.

C'est sur la foi de ces engagements qu'une grande majorité d'entre vous m'a témoigné sa confiance. Je sais que le pays attend beaucoup. Je sais qu'au cours de cette campagne une espérance est née, que chacun des candidats, à sa manière, sans doute, a contribué à nourrir. Oui, une espérance comme la France depuis bien longtemps n'en avait pas connu.
Car cela faisait bien longtemps que la plupart d'entre vous avait cessé d'avoir confiance en la politique, que la plupart d'entre vous avait cessé de croire qu'elle pouvait changer quelque chose dans le monde et vous aider à construire une vie meilleure.
A force de ne pas tenir ses promesses, à force de mentir, à force d'expliquer que l'on avait tout essayé et que l'on ne pouvait rien, qu'il fallait apprendre à subir au lieu de s'efforcer d'agir, la politique s'était elle-même discréditée. Elle avait cessé peu à peu d'exprimer cette volonté collective qui est sa raison d'être pour ne plus exprimer qu'un renoncement.
Cet affaissement de la politique minait la démocratie, laissait le champ libre à la violence et favorisait les extrêmes. La protestation sous toutes ses formes devenait plus radicale à mesure que grandissait le sentiment de n'être plus ni compris, ni écouté, ni respecté.
Le silence de la politique face à la lourdeur, à la dureté, à la difficulté croissantes de la vie, vous le ressentiez au mieux comme de l'indifférence, au pire comme du mépris. Ce sentiment d'indifférence et de mépris nourrissait le désespoir et la révolte de beaucoup d'entre vous.
La France qui souffre parce qu'elle a le sentiment que quoi qu'elle fasse elle ne pourra pas s'en sortir.
La France qui souffre parce qu'elle a peur de l'exclusion ou parce qu'elle vit dans la hantise du déclassement.
La France qui souffre de l'injustice, de la pauvreté ou de la discrimination.
La France qui souffre de la concurrence déloyale, du chantage aux délocalisations ou de l'insécurité.
La France qui est condamnée aux bas salaires et qui est démoralisée par l'assistanat.
La France qui n'en peut plus de payer pour les fraudeurs alors qu'elle a tant de mal à vivre.
La France qui souffre de ne pas pouvoir réussir, de ne pas pouvoir entreprendre, de ne pas pouvoir créer et qui est découragée, qui ne supporte plus de ne pas être soutenue, de ne pas être valorisée, qui souffre de ne pas pouvoir donner la mesure de son talent et qui est découragée.
La France de la jeunesse qui a le sentiment qu'on lui vole ses rêves.
La France des plus âgés qui ont travaillé toute leur vie, qui ont élevé leurs enfants le mieux possible, qui ont toujours fait leur devoir et qui ressentent comme une cruelle injustice d'être souvent oubliés de tous, condamnés parfois à l'indifférence et à la solitude.
La France de ceux que la vie n'a pas épargnés, qu'elle a parfois brisés.
La France des mères qui doivent élever seules leurs enfants, des malades dont la souffrance morale et sociale s'ajoute trop souvent à celle de la maladie.
La France de tous ceux qui se sentent mis à l'écart et qui n'ont pas les mêmes chances que les autres parce qu'ils sont différents.
Cette France qui pour toutes sortes de raisons éprouve au fond, à des degrés divers, une même souffrance, un même mal de vivre, un même mal d'être.
Cette France avait besoin qu'on lui parlât de nouveau.
Elle n'avait pas besoin de compassion. Elle n'avait pas besoin qu'on la plaigne.
Elle avait d'abord besoin de considération, d'attention, de respect. Elle avait besoin qu'on lui redonne de l'espoir.
La France qui souffre la France qui n'en peut plus, qui trouve la vie trop dure, cette France que j'ai rencontrée si souvent, je ne l'ai pas oubliée.
Il fallait que la politique cessât d'opposer les Français les uns aux autres et retrouvât le sens de l'intérêt général.
Il fallait que la politique cherchât de nouveau à rassembler et non plus à diviser.
Il fallait qu'elle se fixât de nouveau pour objectif de redonner aux Français le goût de vivre ensemble et de construire ensemble.
Il fallait qu'elle eût de nouveau pour horizon de faire partager à tous le sentiment qu'un destin

commun nous liait les uns aux autres, que l'avenir de chacun dépendait de l'avenir de tous.
Il fallait que la politique redevînt capable de s'adresser à chaque individu comme à une personne humaine singulière et qu'en même temps elle réapprît à parler de la nation et de la République.
Il fallait que la politique se mît à reparler de ce qu'était un homme et de ce qu'était un citoyen, des droits de chacun et des devoirs de tous.
Il fallait que la politique pût dire à chacun qu'il n'était pas seul au monde pour affronter la mondialisation, mais qu'il faisait partie d'une grande nation qui l'aiderait, qui le soutiendrait, qui le protégerait.
Il fallait tout simplement que la politique se mît à reparler de la France.
Français, vous aviez besoin que l'on vous parle de la France. Vous vouliez que l'on vous redonne la fierté d'être Français. Vous vouliez retrouver le sentiment d'un destin commun, d'une identité, d'une solidarité, d'une volonté.
Ce fut le miracle de cette campagne que la France soit revenue au coeur du débat et que cela vous donne de nouveau envie de croire en la politique.
La France ce n'est pas la droite, la France ce n'est pas la gauche, la France c'est tous les Français, disait le Général De Gaulle.
C'est le rôle du Président de la République de travailler à l'union de tous les Français.
A l'instant même où le suffrage universel m'a désigné, j'ai cessé d'appartenir à ceux qui m'avaient soutenu pour devenir le Président de tous, y compris de ceux qui n'ont pas voté pour moi, de ceux qui m'ont combattu.
Je veux leur dire que je les respecterai, que je respecterai leurs convictions, que je respecterai leurs croyances.
Je veux leur dire que je gouvernerai selon les principes et les valeurs au nom desquels je me suis engagé à gouverner pendant toute la campagne présidentielle.
Mais je veux leur dire que parmi ces valeurs il y a l'ouverture d'esprit et l'esprit de tolérance.
L'ouverture pour moi, c'est l'ouverture aux idées des autres, aux idées nouvelles. C'est l'ouverture à la diversité, à la différence. C'est l'ouverture à tous les talents, à toutes les intelligences.
C'est le contraire du sectarisme, qui est un enfermement et un appauvrissement.
Quand on est sûr de ses valeurs, quand on a confiance en ses idées, quand on croit en ses choix, en ses engagements, on n'a pas peur de s'ouvrir.
L'ouverture ne me fait pas peur. Je la crois nécessaire parce que la différence est une richesse, parce que s'ouvrir aux points de vue et aux idées des autres oblige à réfléchir davantage, et parce que plus l'on veut réformer en profondeur, plus on veut bousculer d'habitudes, de privilèges, d'avantages acquis, de statuts et plus il faut être en mesure de rassembler largement, bien au-delà des frontières de sa famille politique.
L'ouverture ce ne sont pas les manoeuvres d'appareil et la distribution des places. L'ouverture c'est juste cette disposition d'esprit par laquelle on admet que celui qui ne pense pas comme soi peut être sincère et peut avoir raison. C'est juste cette disposition d'esprit qui conduit à reconnaître que l'intelligence et le talent sont dans tous les camps et qu'il est normal, qu'il est naturel, qu'il est légitime de les solliciter parce que lorsqu'il s'agit de la France il n'y a pas de camp.
J'ai été élu sur un projet. Ce projet je le mettrai en oeuvre parce que c'est le mandat que j'ai reçu du peuple. Mais dans la mise en oeuvre de ce projet il y a de la place pour toutes les femmes et tous les hommes de bonne volonté qui aiment leur pays et qui veulent le servir sans renier leur histoire ni leurs convictions.
Je l'ai dit pendant la campagne : pour moi les convictions et les compétences sont plus importantes que les étiquettes.
C'est dans cet esprit que le gouvernement a été constitué. C'est dans cet esprit que j'ai demandé à des personnalités venues d'horizons politiques différents de travailler avec moi pour mettre en oeuvre la politique que les Français ont approuvée.
Cette politique, après les résultats de l'élection présidentielle, elle s'impose à tous les démocrates comme une exigence morale.

comme une exigence morale.
Chacun a le devoir de l'appliquer. Rien ne serait pire que le reniement de la parole donnée. Que personne ne s'y trompe : je tiendrai tous les engagements que j'ai pris et j'irai loin dans l'ouverture, dans les réformes, dans l'innovation, dans l'exigence de résultat.
C'est dans cet esprit que j'ai nommé François Fillon Premier Ministre. J'ai élaboré avec lui le projet que j'ai soumis aux Français. Ce projet, il le connaît mieux que quiconque. Je sais qu'il en partage l'esprit. Je connais sa détermination à ce qu'il soit mis en oeuvre. Il était donc normal, il était logique que je lui demande de diriger le gouvernement. J'ai confiance en lui.
C'est dans cet esprit d'ouverture, de réforme, d'innovation et d'efficacité que j'ai souhaité que la moitié des ministres soit des femmes, pour que les comportements changent, pour donner l'exemple, pour qu'à l'avenir les plus hautes responsabilités ne soient plus systématiquement réservées aux hommes.
C'est dans cet esprit que j'ai nommé Rachida Dati Garde des Sceaux, afin qu'aucun enfant de nos banlieues ne puisse douter qu'il n'y a en France qu'une seule justice, égale pour tous.
C'est dans cet esprit que j'ai voulu qu'il n'y ait pas plus de 15 ministres, afin que l'action soit plus efficace et plus cohérente.
C'est dans cet esprit que j'ai voulu que les frontières des ministères soient redéfinies et les responsabilités regroupées afin que le pouvoir soit rendu à la politique.
C'est dans cet esprit que j'ai voulu que soit créé le Ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité Nationale et du Codéveloppement. L'immigration doit être choisie et non plus subie. La France doit faire partager ce qu'elle a de plus précieux à ceux qu'elle accueille, c'est-à-dire ses valeurs, sa culture, son histoire. Et si la France est prête à offrir à tous les hommes la fraternité, si dans les valeurs de la France il y a la générosité, si la France veut rester ouverte et accueillante, elle veut aussi qu'on l'aime et qu'on la respecte. Voilà pourquoi ce ministère a été créé. Voilà ce qu'il signifie.
C'est dans cet esprit d'ouverture, de réforme, d'innovation et d'efficacité que j'ai voulu que soit créé le grand Ministère du Développement Durable qui a été confié à Alain Juppé. Voilà la lutte contre le réchauffement climatique et l'écologie mises au coeur des politiques publiques. Voilà la France donnant l'exemple. Voilà l'ambition de la France.
C'est dans cet esprit que j'ai voulu que soit créé le grand Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Emploi confié à Jean-Louis Borloo, qui est en quelque sorte le Ministère de la mondialisation et qui aura à relever le défi des délocalisations. Il ne doit pas y avoir de fatalité des délocalisations. La France doit se donner les moyens de relever le défi de la concurrence mondiale. Voilà la raison d'être de ce ministère.
C'est dans cet esprit aussi que j'ai voulu que soit créé le Ministère des Comptes Publics et de la Fonction Publique. La rigueur dans la gestion de nos finances publiques doit être une priorité. Notre endettement est devenu excessif. La France a pris des engagements. La France a accepté une discipline.
Ces engagements, cette discipline, elle doit les respecter. Mais il ne s'agit pas de se laisser aller une fois de plus à cet expédient absurde du rationnement budgétaire qui coupe sans discernement dans les dépenses et qui au bout du compte engendre plus de gaspillages que d'économies.
Il s'agit de réformer l'Etat, de changer nos méthodes en profondeur, d'introduire partout la culture du résultat et de l'évaluation, de mesurer l'efficacité de la dépense, de faire en sorte que plus aucun euro d'argent public ne soit gaspillé, que l'investissement remplace le fonctionnement, que les dépenses d'avenir se substituent à celles du passé.
Il s'agit que la dépense publique devienne un facteur de croissance et non plus un fardeau pour notre économie.
Que l'on ne compte pas sur moi pour la démagogie, pour le laxisme, pour la fuite en avant. Les choix qui seront nécessaires, je les ferai même s'ils ne sont pas populaires, même s'ils sont difficiles.
Mais que l'on ne compte pas non plus sur moi pour mettre en oeuvre une politique d'austérité et de sacrifice qui étoufferait l'activité, qui détruirait l'emploi, qui diminuerait le pouvoir d'achat, et

qui ferait porter une fois encore aux plus modestes et aux classes moyennes tout le poids de la rigueur.
Que l'on ne compte pas sur moi pour faire des fonctionnaires les boucs émissaires de la faillite de nos finances publiques dont ils ne sont pas responsables.
Français, je vous dirai la vérité, je m'y suis engagé. Cet engagement je le tiendrai. Parce que cette vérité je vous la dois, parce que vous dire la vérité c'est vous respecter.
Réduire notre dépense, notre déficit et notre endettement, c'est faire le choix de la vérité contre le mensonge. C'est faire le choix de la responsabilité contre la démagogie. C'est le but des réformes : elles permettront de faire des économies et en même temps de stimuler la croissance et d'augmenter les recettes. Ce sont les réformes qui permettront de réduire durablement le déficit et la dette.
J'irai le plus loin possible dans la réforme.
Je ferai tout ce que j'ai dit : la réhabilitation de la valeur travail, la récompense du mérite, l'école de l'excellence, la lutte contre les fraudes, les peines planchers pour les récidivistes, la suppression de l'excuse de minorité pour les adolescents délinquants, le plein emploi, la sécurité sociale professionnelle, l'augmentation du pouvoir d'achat, la moralisation du capitalisme financier, la synthèse de la France du « oui » et de la France du « non »...
Je ne me laisserai pas détourner de mon objectif.
Je vois bien que la pensée unique est de retour. Comme toujours, après avoir subi une défaite, elle revient à la charge. On la voit s'insinuer partout et s'opposer à tout.
Je le dis tranquillement mais fermement. Son règne est terminé. Je veux que l'on puisse penser librement, débattre librement, décider librement. Je suis pour la liberté de l'esprit et contre tous les conformismes. Je suis pour que l'intelligence soit libre, pour que l'imagination soit libre.
La pensée unique veut interdire de parler de la monnaie. Je continuerai à parler de la monnaie, parce que dans tous les pays du monde on parle de la monnaie, parce que dans tous les pays du monde on se sert de la monnaie, parce que lorsqu'on surévalue la monnaie on dévalue le travail.
La pensée unique ne veut pas entendre parler de protection. Elle traite de protectionnistes tous ceux qui veulent plus de protection. Je revendique le droit d'être pour la protection sans être protectionniste.
La pensée unique s'oppose à l'exonération des charges et des impôts pour les heures supplémentaires. Cette exonération je l'ai promise et je la ferai. Parce que je crois au travail, parce que je crois à cette idée simple que l'on doit pouvoir travailler plus pour gagner plus. Parce que je crois que c'est le travail qui crée le travail.
La pensée unique s'oppose à la déduction du revenu imposable des intérêts des emprunts contractés pour l'achat de sa résidence principale. Cette déduction je l'ai promise et je la ferai. Parce que je veux une France de propriétaires. Les intérêts seront déductibles à partir du jour où la loi sera votée, et cette déduction, comme je m'y suis engagé, s'appliquera à tous les emprunts en cours.
La pensée unique récuse le bouclier fiscal à 50% y compris la CSG et la CRDS. Ce bouclier fiscal je l'ai promis et je l'instaurerai. Parce qu'il vaut mieux que les capitaux français créent des emplois et payent des impôts en France plutôt qu'à l'étranger. Parce que la réussite doit être encouragée. Parce que laisser la moitié de ses revenus au fisc c'est déjà considérable. Et si tous les talents s'en vont, où irons-nous chercher la croissance ?
La pensé unique dit qu'il est impossible de supprimer la carte scolaire. Mais moi je crois que dans une démocratie évoluée, les parents doivent pouvoir choisir librement et en toute connaissance de cause l'école de leurs enfants. Je veux démontrer que ce n'est pas la contrainte mais la liberté, l'autonomie et l'évaluation qui peuvent le mieux garantir la mixité et l'excellence de l'école. Je l'ai promis, je le ferai.
La pensée unique disait que les peines planchers ce n'était pas possible. Elle disait que la réforme de l'ordonnance sur les mineurs, ce n'était pas possible. Comme je m'y suis engagé, les peines planchers seront instaurées parce que la multi-récidive doit être sanctionnée sévèrement.
L'ordonnance sur les mineurs sera changée parce que dans beaucoup de cas l'excuse de minorité

n'a pas lieu d'être, et parce qu'on ne rend pas service à l'adolescent qu'on ne punit pas quand il commet un délit.
La pensée unique dit que l'on ne peut pas supprimer un poste de fonctionnaire qui part à la retraite, ni supprimer tous les organismes inutiles. Je le ferai quand même, parce que je veux démontrer que la réforme de l'Etat est possible et qu'elle peut permettre de réduire considérablement le gaspillage de l'argent public.
La pensée unique ne croyait pas au traité simplifié. Et pourtant cette idée progresse et j'irai jusqu'au bout parce qu'elle est la seule à pouvoir sortir l'Europe de la situation de blocage dans laquelle elle se trouve. Les Français l'ont bien compris.
La pensée unique ne croyait pas à l'interdiction des parachutes dorés. Cette interdiction je l'ai promise et je la mettrai en oeuvre, parce que les parachutes dorés sont contraires à l'éthique du capitalisme. Je suis pour que celui qui prend des risques et qui réussit puisse recevoir la récompense de ses efforts, mais je trouve moralement inacceptable que celui qui échoue soit récompensé.
La pensée unique ne voulait pas entendre parler de la possibilité pour chacun de léguer à ses enfants le fruit d'une vie de travail en franchise d'impôt. Les Français eux ont compris cette mesure et l'ont approuvée. Elle sera mise en oeuvre, que cela plaise ou non à la pensée unique.
La pensée unique disait que le service minimum dans les transports c'était impossible. Il y aura un service minimum dans les transports. Je l'ai promis aux Français. Je le ferai.
La pensée unique ne voulait pas de l'autonomie des universités. J'ai promis de donner à chaque université la possibilité, si elle le souhaite, d'adopter un statut d'autonomie. Je tiendrai ma promesse.
La pensée unique affirmait que je reculerais devant la réforme des régimes spéciaux. Cette réforme je l'ai promise. Je la ferai parce que c'est une question de justice, et parce qu'elle permettra de financer la hausse des petites retraites qui ne permettent pas de vivre décemment.
Toutes les promesses que j'ai faites, je les ai faites en toute connaissance de cause. Tous les engagements que j'ai pris, je les ai pris en conscience.
Je tiendrai mes promesses. Je respecterai mes engagements.
Je le dis en pesant mes mots : je ne laisserai personne dénaturer le projet que j'ai porté tout au long de la campagne présidentielle.
Je ne laisserai personne renier mes engagements.
Mais pour moi un projet, ce n'est pas une juxtaposition de mesures, ce n'est pas un catalogue. C'est une philosophie. C'est une perspective. C'est une logique. C'est un tout.
Il ne s'agit pas d'égrener des mesures une par une, dans le désordre. Il s'agit d'avoir une stratégie, d'avoir une cohérence. Il s'agit de comprendre que tout se tient, que tout doit être lié : l'offre et la demande £ la politique européenne, la politique économique et la politique sociale £ la politique industrielle, la politique énergétique, la recherche, la formation...
J'ai dit que ma priorité serait de réconcilier la France du « oui » et celle du « non ». Et c'est ce que je m'efforce de faire en ouvrant les discussions sur l'organisation de la zone euro, sur l'instauration d'une préférence communautaire, sur la nécessité de donner de vraies frontières à l'Europe, en plaidant pour des politiques industrielles.
J'ai dit que nos prélèvements devaient se rapprocher progressivement de la moyenne européenne parce que c'est la condition de notre compétitivité en Europe, parce que c'est notre meilleure protection contre le dumping fiscal.
J'ai dit qu'il était préférable de faire payer le pollueur et le consommateur plutôt que le travailleur, et qu'il fallait taxer les importations et détaxer les exportations pour freiner les délocalisations.
Tout cela fait partie d'un projet global, ambitieux, cohérent.
Ce projet, on ne peut pas le couper en morceaux. Il a pour ambition de changer les comportements et les idées. C'est un projet qui va bien au-delà de la gestion, qui parle de la morale, de l'école, de la culture, de la santé. C'est un projet de changement et un projet de civilisation qui s'intéresse à toutes les dimensions de la vie, qui ne s'intéresse pas seulement au chômage et à l'exclusion mais aussi à la dépression, à la solitude, à la maladie

chômage et à l'exclusion mais aussi à la dépression, à la solitude, à la maladie.
J'ai pris des engagements sur l'école. J'écrirai bientôt à tous les éducateurs de France.
J'ai pris des engagements sur la maladie d'Alzheimer à laquelle je veux consacrer d'importants moyens. Je les tiendrai.
J'ai pris des engagements sur les hôpitaux qui manquent de moyens, et sur le personnel hospitalier qui souffre à cause des 35 heures. Je les tiendrai.
J'ai pris des engagements sur la poursuite du plan cancer. Je les tiendrai.
J'ai pris des engagements pour permettre à tous les Français de pouvoir bénéficier de soins palliatifs. Je les tiendrai.
Tout est lié, dans les sentiments, dans les souffrances, dans les comportements, tout s'enchevêtre dans la société et dans l'économie. Combien coûte la dépression à l'économie française ? Combien coûte la désorganisation des hôpitaux ? Tout se tient.
Pour bousculer les contraintes, pour en trancher les noeuds, il faut frapper fort, il faut agir sur tous les fronts à la fois, il faut créer un effet d'entraînement, il faut une masse critique.
Souvenez-vous du Général De Gaulle en 1958, quand la France allait si mal et que tout fut rétabli en six mois : la Constitution, la réforme de l'Etat, le plan Rueff, ce fut un grand choc d'où jaillirent ensemble la stabilité, la confiance et la croissance.
Souvenez-vous de Danton devant la Convention : « De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace et la France sera sauvée ! »
Il en a fallu de l'audace, aux grands moments de l'histoire, pour sortir du statu quo et de l'immobilisme.
Il en a fallu de l'audace pour penser les nouveaux mondes quand les anciens s'écroulaient.
Il en a fallu de l'audace pour sortir des sentiers battus, rompre avec les habitudes, imaginer des façons de faire et de penser radicalement nouvelles.
Il en a fallu de l'audace à ceux qui, prévoyant la fin de l'ordre établi, cherchaient à inventer l'avenir.
Il en a fallu de l'audace aux hommes de la Renaissance qui vivaient avec la conviction que tout était possible.
Il en a fallu de l'audace aux hommes des Lumières et à ceux de la Révolution.
Il en a fallu de l'audace aux hommes du Conseil National de la Résistance et à ceux de 1958.
Sans cette audace, nous ne ferons rien.
Sans cette audace, la machinerie administrative imposera sa logique routinière qui répète à l'infini les mêmes idées, les mêmes paroles, les mêmes gestes, les mêmes certitudes que rien ne peut changer.
Cette audace, la politique doit l'imposer aux administrations, aux experts, aux notables, aux frileux.
Cette audace, elle doit être opposée à tous ceux qui proclament toujours que tout est impossible. A tous ceux qui, au lieu de chercher de bonnes raisons d'agir, se cherchent au contraire toujours de bonnes raisons de ne rien tenter. A tous ceux qui n'arrivent pas à concevoir une autre politique que celle qui échoue depuis des décennies. A tous ceux qui n'arrivent pas à s'arracher aux dogmes de la pensée unique. A tous ceux qui croient dur comme fer qu'il n'y a jamais rien de nouveau sous le soleil. A tous ceux qui répètent qu'il est impossible de vaincre le chômage, d'augmenter le pouvoir d'achat, de résoudre la crise du logement ou de faire un point de croissance de plus chaque année, alors que tant d'autres pays l'ont fait.
A tous ceux-là, je dis que je ne laisserai personne faire obstacle aux réformes.
Je me souviens d'Alstom qui ne pouvait pas être sauvée et qui a été sauvée. Je me souviens d'Alstom qui n'était pas viable et qui est aujourd'hui l'une des entreprises françaises les plus prospères.
Il n'y a pas de démocratie sans confiance. Une confiance tellement ébranlée, tellement fragile qu'elle ne se rétablira pas si l'effort pour tenir les promesses faites au peuple français n'est pas réel et n'est pas sincère.
Dans les circonstances actuelles, face à l'attente si forte qui s'est exprimée, tenir ses engagements est une exigence morale. Cette exigence, je la fais mienne.

Je ne transigerai pas. Je ne me laisserai pas enfermer dans la pensée unique, dans les habitudes, dans les routines, dans les inerties des bureaucraties. Je ne me laisserai pas prendre en main par les conservatismes, les corporatismes et les féodalités de toutes sortes qui depuis si longtemps paralysent l'action de l'Etat.
Ce que j'ai dit je le ferai, et je le ferai avec la volonté de ne choquer personne, de respecter les choix et les croyances de chacun. Je le ferai avec le souci que chaque Français puisse reconnaître dans la politique de la France une part de lui-même.
Je ne parlerai pas seulement au nom de tous. Je parlerai aussi pour chacun, pour que chaque opinion, chaque croyance, chaque sensibilité soit prise en considération, pour que chaque souffrance, chaque difficulté, chaque aspiration soit prise en compte.
Ce que j'ai dit, je le ferai. Je le ferai dans la concertation, dans la négociation. Je le ferai calmement. Je le ferai en essayant de convaincre plutôt que de passer en force. Mais croyez-moi, je le ferai.
Je l'ai dit : je serai un Président qui gouverne. Les Français élisent le Président de la République pour qu'il agisse et pour qu'il décide. C'est la haute idée que je me fais de la fonction présidentielle.
Je serai un Président qui gouverne. Je le serai avec le souci de préserver l'autorité de la fonction présidentielle.
Je le serai avec le souci de rester au-dessus des partis et de conserver ce rôle de rassembleur qui est l'essence même de la fonction présidentielle.
Mais je le serai.
J'ai dit que je voulais une République réelle et une démocratie irréprochable.
Dès après les élections législatives je prendrai des initiatives dans ce sens.
J'ai dit que je voulais un Etat impartial. Il le sera, et les nominations aux postes les plus importants seront soumises à l'approbation du Parlement.
Pour l'heure, le gouvernement est au travail. Il travaille à mettre en oeuvre le projet pour lequel les Français ont voté.
Il travaille à mettre en oeuvre le changement que les Français ont souhaité.
Chacun attend que ce changement s'opère. Sitôt la nouvelle Assemblée élue, j'adresserai à chacun des Ministres une lettre de mission qui lui fixera des objectifs et qui permettra d'évaluer ses résultats.
Je dirai ce que sera le plan d'action du gouvernement. J'indiquerai quels sont la portée, la logique et les moyens de ce plan. Je fixerai la stratégie budgétaire pour les cinq ans à venir, de sorte qu'à l'échéance du quinquennat nos finances publiques soient rétablies.
Je convoquerai alors le Parlement en session extraordinaire pour que soient votées au plus tôt les mesures les plus urgentes, celles qui sont les plus susceptibles de rétablir la confiance et d'entraîner la croissance. Je pense aux peines planchers pour les récidivistes. Je pense aux mesures fiscales. Je pense au premier volet de la réforme universitaire. Je pense au service minimum.
Je pense qu'il est urgent d'indiquer aux Français que les choses changent et que les promesses seront tenues. Je ne crois pas que la précipitation ait beaucoup de vertu. Mais le principal obstacle au changement réside davantage dans la tentation de l'attentisme qui a déjà provoqué l'échec de tant de gouvernements, qui à force de donner du temps au temps ont fini par ne plus avoir assez de temps devant eux.
Ma philosophie est simple : la France ne peut plus attendre et les Français non plus. Ils ont déjà trop attendu. Maintenant il faut agir.
Maintenant, il faut que la France se remette en mouvement, qu'elle se remette à créer, qu'elle se remette à inventer, qu'elle se remette à vivre, qu'elle retrouve sa joie de vivre parce que l'avenir aura cessé d'être une menace pour redevenir une promesse, parce que chacun aura à nouveau le sentiment que demain n'est pas condamné à être pire qu'hier, que demain les fils ne seront plus condamnés à vivre moins bien que leurs parents.
L'impuissance publique est la cause principale de nos maux.

Français, vous l'avez compris et vous l'avez exprimé avec force : la politique ne peut rien quand elle ne veut rien.
Et quand la politique ne peut rien parce qu'elle ne veut rien, il n'y a plus de liberté pour ceux qui n'ont pas les moyens de s'en sortir tout seuls, pour ceux que leur famille ne peut pas aider, pour ceux qui partent de plus loin sur la ligne de départ de la vie, pour ceux qui n'ont pas les moyens de se protéger eux-mêmes...
Vous attendez que la politique soit de nouveau au rendez-vous de l'histoire. Elle le sera. C'est pour cela que vous m'avez élu. Mais la politique de la France ne peut pas être la politique d'un seul homme. La politique de la France c'est l'affaire de toute la nation. La politique de la France c'est l'affaire de tous les Français.
Le changement pour qu'il soit profond, pour qu'il soit réel, doit être porté par un élan populaire. Le changement, il ne peut pas être imposé d'en haut. Il peut l'être d'autant moins que pour mettre son projet en oeuvre, le Président de la République ne peut pas agir sans le Parlement.
Françaises, Français, en m'élisant vous avez indiqué dans quelles directions vous vouliez aller. Vous avez choisi votre Président. Il vous faut maintenant désigner la nouvelle Assemblée.
De deux choses l'une : ou bien une majorité présidentielle qui a choisi de me soutenir est élue et le projet que vous avez approuvé lors de l'élection présidentielle pourra être mis en oeuvre.
Ou bien la majorité qui s'installe à l'Assemblée Nationale s'oppose à ce projet, et alors commence une cohabitation avec son cortège de conflits larvés et de paralysie.
Françaises, Français, je vous demande de donner une majorité à la France pour qu'elle puisse avancer. Elle ne peut plus attendre cinq ans de plus dans l'immobilisme.
Il vous reste deux semaines pour choisir.
Il vous reste deux semaines pour parachever l'impensable révolution que vous avez accomplie le 22 avril et le 6 mai.
Il vous reste deux semaines pour décider ou non de me renouveler votre confiance.
Françaises, Français, je vous demande de me donner la majorité dont j'ai besoin pour gouverner et pour tenir les engagements que j'ai pris envers vous.
Vive la République !Vive la France !